

Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 11 DECEMBRE 2017, à 19 heures

Présents : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, CHAMBIOT PONCET Soizick (*arrivée en cours de séance*), Adjointes – Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, DUVAL Yvonnick, Adjoints – Mmes BREVAULT Chantal, LEPAIGNEUL Virginie, MALOIZEL Madeleine, MAZEAU Laurence, MENARD Patricia, THOMAS Huguette, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs GIZARD Rémy, JENOUVRIER Stéphane, LEMONNIER Philippe, LESNE Loïc, SIGURET Jérôme et VUILLAUME Michel, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame CHAMBIOT-PONCET Soizick, adjointe (*pouvoir à M. DUVAL Yvonnick*) Madame DUFAIX Marylène, adjointe (*pouvoir à M. BOULEUC Yves*), Monsieur de LA PORTBARRE Dominique, conseiller municipal (*pouvoir à M. BERNARD René*), Madame PERRIGAULT Chantal, conseillère municipale (*pouvoir à Mme MAZEAU Laurence*), Monsieur COURDENT Stéphane, conseiller municipal (*pouvoir à M. LEMONNIER Philippe*), Madame LESCORNET Sylvie, conseillère municipale (*pouvoir à Madame CASU Odile*), Madame ENEL-REHEL Rozenn, conseillère municipale et Messieurs LESAGE Samuel et PLIHON Sébastien, conseillers municipaux.

Secrétaire de séance : Monsieur GIZARD Rémy, conseiller municipal.

Procès-verbal de la séance du 6 Novembre :

Monsieur le Maire précise qu'à la demande d'un membre du conseil municipal, une observation portant sur le « transfert des compétences Eau et Assainissement à Saint-Malo Agglomération » a été ajoutée. L'observation est rédigée ainsi : « *Il est à noter que la succession de transferts de compétences au profit de l'agglomération tend à vider les communes de leur substance et dénature le rôle du conseil municipal, en le réduisant à un organe d'enregistrement et de moins en moins de décision* ». Après ajout de cette observation, le procès-verbal de la séance **est adopté** à l'unanimité des membres présents.

Observations : Il est relevé que la presse a déjà diffusé des informations sur la future fiscalité de l'assainissement, notamment sur des hausses substantielles de la PAC (*participation à l'assainissement collectif*).

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit là d'une situation anormale, ceci alors qu'une nouvelle CLECT doit se tenir courant janvier 2018. Un travail est en cours avec un bureau d'études pour parvenir à l'équilibre budgétaire de ce nouveau service communautaire.

Avant de passer à l'étude des dossiers, Monsieur le Maire demande aux membres du conseil municipal l'autorisation de rajouter une affaire à l'ordre du jour, à savoir : le projet d'aménagement d'un giratoire au Vaupinel. Le Conseil Municipal **EMET** un avis favorable à l'inscription de ce dossier.

ASSAINISSEMENT

2017.113– Contrat de Délégation du Service Public d'Assainissement Collectif – Déléataire STGS – AVENANT n°1

Monsieur le Maire indique que par contrat d'affermage notifié le 5 décembre 2013, le délégataire STGS est chargé de l'exploitation par affermage du service public d'assainissement collectif de la commune. Le contrat a pris effet le 1^{er} janvier 2014 et expirera le 31 décembre 2025.

Monsieur Pacilly, représentant la société STGS, présente à l'assemblée l'avenant proposé qui se justifie par le contexte suivant :

- **Intégration d'ouvrages supplémentaires** pour les extensions de réseau du Vaulérault et le Domaine Robin (*postes de refoulement, extension de canalisations gravitaires et de refoulement...*)
Cette extension du réseau permettra également une augmentation du nombre d'usagers raccordés.
L'article 39 du contrat d'affermage prévoit qu' « *en cas de modification substantielle des ouvrages,... il convient de réexaminer le niveau de rémunération du délégataire* ». Le compte d'exploitation plus-value détaille les charges et recettes supplémentaires, en valeur d'origine du contrat.
- **Contrôles de branchements**
Sur préconisation de l'Agence de l'Eau, la collectivité et le délégataire choisissent de réaliser 25 contrôles de branchement par an (*contrôle, rapport, enquête, contre visite*) en lieu et place des 50 contrôles initialement prévus qui n'intégraient, ni rapports, ni suivis individuels.
- **Modification sur l'inventaire et du programme de renouvellement**
Il s'agit d'intégrer des nouveaux équipements de la filière boues et ceux du bassin d'aération, ainsi que les charges d'énergie supplémentaires dues à la mise en place d'agitateurs dans le bassin d'aération.

Les incidences de ces changements sur les conditions financières d'exécution du contrat, et notamment sur la tarification (*part fixe et part proportionnelle*), ont fait l'objet d'un calcul.

Au terme des échanges au sein de l'assemblée, il est proposé de partager ces répercussions à part égale entre part fixe et part proportionnelle.

Entendu l'exposé sur le contexte de l'avenant et les incidences sur l'exécution du contrat,

Après en avoir délibéré, au terme d'un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** l'avenant N° 1 au contrat d'affermage du service public d'assainissement collectif présenté par la Sté STGS (*sise à Avranches*) comme joint à la présente délibération,
- **PREND ACTE** des incidences de ces changements sur les conditions d'exécution du contrat,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

2017.114 – Sollicitation de Saint-Malo Agglomération pour un programme de travaux Eaux usées/Eaux pluviales – Rues de Radegonde et de la Main d'Argent

Monsieur René Labbé, adjoint, rappelle que Saint-Malo Agglomération deviendra compétente en matière d'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2018 et se substituera donc à la commune dans tous les engagements contractés.

Dans ce contexte, il convient de faire savoir à l'agglomération que la commune souhaite qu'un programme soit ouvert pour des travaux Eaux usées et Eaux pluviales à effectuer dans la rue de la Main d'Argent et la rue Radegonde.

En effet, le Département 35 serait prêt à rétrocéder à la commune les portions de RD qui sont d'intérêt local afin que la commune les intègre dans son linéaire de voirie. Auparavant, les chaussées seraient refaites ; mais il convient parallèlement de s'assurer que les réseaux EU/ EP sont à niveau, ce qui ne semble pas être le cas pour les 2 rues citées.

Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, SOLLICITE Saint-Malo Agglomération afin qu'un programme de travaux Eaux usées et Eaux pluviales soit prévu pour les rue de Radegonde et de la Main d'Argent.

PLAN LOCAL d'URBANISME

2017.115 – Délibération d'APPROBATION du PLAN LOCAL d'URBANISME

Préambule :

Monsieur le Maire rappelle les différentes phases qui ont jalonné l'élaboration du PLU et ont permis l'arrêt d'un projet le 3 avril 2017. Ce projet a été soumis à l'avis des personnes publiques associées durant une période de 3 mois, puis soumis à enquête publique du 18 septembre au 17 octobre 2017, soit 30 jours consécutifs.

Monsieur le Maire indique qu'une large publicité avait été faite sur le sujet via les moyens d'information locaux (*affichage, site, panneaux lumineux, courriers, presse...*), ce qui a permis à l'enquête d'obtenir une large audience.

Il porte à connaissance de l'assemblée le rapport du commissaire-enquêteur qui recense les avis des personnes publiques associées et les observations écrites du public, puis donne lecture des conclusions et de l'avis favorable du commissaire-enquêteur.

Monsieur le Maire précise que les remarques émises par les services consultés et les résultats de l'enquête publique justifient des adaptations mineures du PLU sur lesquelles la commune s'est engagée.

Après avoir présenté les évolutions apportées au projet arrêté le 3 avril 2017, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de passer à l'approbation du PLU.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L151-1 et suivants et R151-1 et suivants ;

Vu la délibération en date du 10 septembre 2012 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme et définissant les modalités de la concertation ;

Vu la délibération en date du 10 septembre 2012 fixant les modalités de concertation ;

Vu le débat du conseil municipal le 4 juillet 2016 sur les orientations du PADD ;

Vu la délibération du 3 avril 2017 tirant le bilan de la concertation ;

Vu la délibération en date du 3 avril 2017 arrêtant le projet de PLU ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 20 juillet 2017;

Vu l'avis de la commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) en date du 4 juillet 2017;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages (CDNPS) en date du 20 juillet 2017;

Vu l'arrêté municipal en date du 28 juillet 2017 soumettant le projet de PLU à enquête publique qui s'est déroulée du 18 septembre 2017 au 17 octobre 2017;

Considérant que les remarques émises par les services consultés et les résultats de l'enquête publique justifient des adaptations mineures du PLU ;

Monsieur le Maire indique les modifications apportées au projet de P.L.U. suite aux avis des Personnes Publiques Associées et aux observations formulées pendant l'enquête publique :

- **Rapport de présentation :**
 - Complément sur le diagnostic agricole, les transports, le PPRSM, la trame verte et bleue, les corridors écologiques, les capacités des réseaux, la mixité de l'habitat,
 - Précisions sur la réponse aux besoins en logements, la consommation d'espace, la répartition des zones du PLU
 - Rectification sur la justification des villages, des espaces urbanisés d'une densité significative et des STECAL
 - Amélioration de la lisibilité des cartographies
 - Complément des impacts environnementaux
- **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) :**
 - Précision sur la protection et la valorisation des AOP
- **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :**
 - Interdiction des commerces de détail en dehors du secteur de centralité commerciale
 - Adaptation de l'OAP de la ZA de la Madeleine pour tenir compte de la zone humide
- **Règlement :**
 - Zones A et N : rappel de l'application du PPRSM, interdiction des abris pour animaux, définition d'une règle de hauteur pour les bâtiments non destinés à l'habitation, imposer des annexes accolées à la construction principale,
 - Zone UP : interdiction des constructions, installations, changements de destination ou extensions de constructions existantes dans la bande des 100 mètres depuis les plus hautes eaux du rivage
 - Zones UA et 1AUa : suppression de l'interdiction des panneaux solaires
 - Zone 1AU : imposition de la programmation en logements aidés par opération, d'une opération d'aménagement d'ensemble, d'une hiérarchie temporelle entre les zones 1AUE1 et 1AUE2.
 - Zone 1AUA : imposition d'une opération d'aménagement d'ensemble
 - Articles 4 : encourager la mise en place de systèmes de production d'énergies renouvelables
 - Zones U et AU : imposer une expertise complémentaire des zones humides
 - Bâtiments remarquables : suppression de l'assouplissement de la règle pour des projets d'architecture contemporaine ou utilisant des technologies énergétiques innovantes
- **Documents graphiques du règlement :**
 - Extension de la zone Np au sud de la commune,
 - Suppression d'un changement de destination sur le secteur des Nielles en cohérence avec le PPRSM
 - Adaptation de la délimitation des zones urbaines de la Beuglais pour ne permettre que la densification sans extension urbaine
 - Hiérarchisation des zones 1AUE : indices 1 et 2 en fonction de la temporalité

- Classement de la zone 1AU de Beau-Pré en zone 2AU
- Rectification des EBC suite à l'avis de la CDNPS
- **Annexes :**
 - Complément des annexes sanitaires
 - Complément et mise à jour du plan et de la liste des servitudes d'utilité publique

Considérant que le PLU, tel que présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L153-21 du code de l'urbanisme ;

Entendu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

23 POUR 0 CONTRE 1 Abstention

Le conseil municipal DÉCIDE d'approuver le PLAN LOCAL d'URBANISME tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Conformément à l'article R 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal du département.

Cette délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune (*commune comptant plus de 3 500 habitants*).

La présente délibération et les dispositions engendrées par le PLU ne seront exécutoires qu'après :

- un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ; dans le cas contraire, à compter de la date de prise en compte de ces modifications,
- l'accomplissement des mesures de publicité,
- dès réception par le Préfet si la commune est située au sein d'un SCOT approuvé.

Observations :

- L'abstention est justifiée par la contradiction qu'il existe entre le fait de devoir consommer des terres agricoles pour développer le Bourg et l'interdiction qui est faite de bâtir au sein des villages sur des terres qui n'ont pas d'emploi agricole.

Monsieur le Maire explique que l'on peut effectivement regretter cette situation mais qu'il s'agit là des dispositions issues des Lois Littoral, ALUR et SRU.

- Au terme de cette longue procédure d'élaboration du PLU, Monsieur le Maire adresse ses remerciements à Monsieur Labbé, adjoint à l'urbanisme, aux membres de la commission PLU, aux services administratifs et au Cabinet Quarta.

2017.116 – PLAN LOCAL d'URBANISME - Instauration d'un DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN sur les zones U et AU

Rapport :

Monsieur le Maire expose que conformément à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme, les communes dotées d'un Plan Local d'urbanisme (PLU) approuvé, peuvent, par délibération du conseil municipal, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures délimitées par ce plan au bénéfice de la commune.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'un droit de préemption avait été instauré par délibération du 10 décembre 2001 sur les zones U et NA du POS approuvé le 17 juin 1991.

Depuis, le plan local d'urbanisme approuvé le 11 décembre 2017 a eu pour effet de modifier notamment le plan de zonage.

La commune peut donc légitimement instituer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) délimitées par le PLU.

Ce droit de préemption urbain est applicable dans les conditions fixées notamment par l'article L.211-4 du Code de l'urbanisme, relatif à son champ d'application, qu'il n'est pas pour l'heure envisagé de renforcer. Les immeubles achevés depuis moins de 4 ans n'y seront donc pas soumis.

Tout propriétaire d'un bien soumis au droit de préemption urbain devra, avant de le céder, le proposer à la commune, afin de purger le droit de préemption, en indiquant le prix de la demande.

La commune devra se prononcer dans un délai de 2 mois à compter de ladite proposition dont copie doit être transmise au Directeur de services fiscaux par le Maire.

Par dérogation à l'article L. 213-11 du présent code, les biens acquis par exercice du droit de préemption en application du présent alinéa ne peuvent être utilisés qu'en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction permettant la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat ou déterminés en application du premier alinéa de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation.

Il est donc proposé au conseil municipal d'instituer le droit de préemption urbain (DPU) sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) délimitées par le Plan Local d'urbanisme tel qu'il a été approuvé le 11 décembre 2017 au bénéfice de la commune.

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la mise en œuvre de principes d'aménagement et ayant refondu le régime des droits de préemption,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 211-1 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11 décembre 2017,

Entendu cet exposé, le Conseil municipal, après avoir pris connaissance du dossier, l'avoir analysé dans son entier, et après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **DECIDE** d'instituer le droit de préemption urbain non renforcé au bénéfice de la commune sur les secteurs suivants :

- zones urbaines : **U**

- zones d'urbanisation futures : **AU**

du Plan Local d'urbanisme approuvé le 11 décembre 2017.

- **DONNE** délégation à M. le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L.2122-22 du Code Général de Collectivités Territoriales et précise que les articles L.2122-17 et L.2122-19 sont applicables en la matière,

- **PRECISE** que le nouveau droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une mention dans deux journaux.

- Le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R.123-13.4 du C.U.

- Une copie de la délibération sera transmise :

- à M. le Préfet,

- à M. le Directeur Départemental des services fiscaux,

- à M. le Président du conseil supérieur du notariat,

- à la chambre départementale des notaires,

- au barreau constitué près du tribunal de grande instance,

- au greffe du même tribunal

- un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du C.U.
- le Conseil Municipal **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

BIBLIOTHEQUE

2017.117 – BIBLIOTHEQUE - Achat de matériels informatiques - Société ICELTYS

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, rappelle que lors de sa séance du 6 novembre 2017, le conseil municipal a retenu une offre de logiciel de gestion de bibliothèque auprès de la Société C3RB.
Afin de compléter l'informatisation des lieux, la commune s'est rapprochée de son prestataire informatique pour obtenir un devis de fourniture de matériels.

Il invite l'assemblée à prendre connaissance de la proposition faite par la société ICELTYS (*sise à Taden 22100 – ZA des Alleux – Rue de la Bise*) qui s'établit à 10 424.00 € HT (*soit 12 508.80 € TTC*)

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de retenir l'offre de matériels proposée par la Société ICELTYS au montant de 10 424.00 € HT,
- **SOLLICITE** la participation financière de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et du Conseil Départemental 35 au titre de l'aide à l'informatisation de la bibliothèque,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le devis et tous documents afférents à ce dossier.

***Observations :** Monsieur le Maire informe l'assemblée que Madame Lucie GODEAU, responsable de la bibliothèque, prendra ses fonctions le lundi 18 décembre 2017. Un apéritif d'accueil est organisé avec les bénévoles et les membres du groupe de travail le soir même, à 18h00 en Mairie, pour sa présentation. Il invite tous les conseillers disponibles à se joindre à cette manifestation.*

Monsieur le Maire indique qu'il y aura lieu de trouver un nom à donner à la bibliothèque et invite l'ensemble des conseillers municipaux à soumettre leurs idées.

AMENAGEMENT

2017.118 – Aménagement de la Rue de LA GARE – Résultats de la consultation – Entreprise EIFFAGE TP

Monsieur René Labbé, adjoint, expose que dans sa séance du 15 novembre 2017, la commission des marchés à procédure adaptée a ouvert les 8 offres réceptionnées pour les travaux d'aménagement de la Rue de la Gare et en a confié l'analyse au maître d'œuvre TECAM. La commission s'est réunie le 30 novembre pour procéder au classement final des entreprises.

Au terme de la procédure, il est proposé à l'assemblée de retenir l'offre de base, mieux-disante, remise par l'entreprise EIFFAGE TP (*sise ZI la Haie des Cognets - Saint Jacques de la Lande - BP 39111 35091 RENNES cedex 9*).

Cette offre de base (*incluant une prestation en granit breton*) s'établit au montant de **295 522.90 € HT** (*soit 354 627.48 € TTC*)

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** de retenir la proposition de l'entreprise EIFFAGE TP, mieux-disante, pour un montant de **295 522.902 HT**.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le marché à intervenir et à accomplir toutes les démarches utiles afférentes à ce dossier.

Observation : Le Syndicat d'Energie 35 doit mener ses travaux d'effacement de réseaux de la rue de La Gare entre le 13 décembre et le 17 mars. Au départ, ceux-ci consisteront essentiellement en des travaux de marquage au sol pour repérer les diverses conduites. Puis, le chantier de la société EIFFAGE prendra le relais du 19 mars au 1^{er} juin.

FINANCES

2017.119 – Renouvellement des licences informatiques d'application Mairie (Société JVS)

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, expose que les licences informatiques de gestion Mairie (*comptabilité, emprunt, gestion de l'actif, paie, ressources humaines, liste électorale, ...*) expirent le 31 décembre 2017.

La société JVS (sise à Châlons en Champagne 51013 – 7 espace Raymond Aron – CS 80547 Saint-Martin sur le Pré) propose un renouvellement du contrat Millésime On-line Intégral pour une durée de 3 ans.

Il s'agit de la nouvelle gamme WEB, plus récente, qui offre de meilleures fonctionnalités. La formule inclut également une nouvelle solution de gestion du cimetière.

Comme les fois précédentes, au terme des 3 ans, un droit d'accès est dû la 1^{ère} année de la période.

La ventilation des coûts se décompose comme suit entre sections budgétaires :

1^{ère} année

- **Investissement - Logiciels**
 - . Droits d'accès Millésime Web Intégral 3 235.00 € HT
 - . Cession forfait annuel Millésime Web intégral 5 819.20 € HT
 - Soit un total de* 9 054.20 € HT
- **Fonctionnement – Prestations**
 - . Mise à niveau corrective Forfait annuel Millésime Web intégral 727.40 € HT
 - . Assistance Forfait annuel Millésime Web intégral 727.40 € HT
 - Soit un total de* 1 454.80 € HT

Années suivantes :

- **Investissement logiciels**
 - . Cession forfait annuel Millésime Web intégral 5 819.20 € HT
- **Fonctionnement – Prestations**
 - . Mise à niveau corrective Forfait annuel Millésime Web intégral 727.40 € HT
 - . Assistance Forfait annuel Millésime Web intégral 727.40 € HT
 - Soit un total de* 1 454.80 € HT

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :
24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **ACCEPTE** la proposition financière de renouvellement de contrat Millésime On-Line Intégral proposée par la Sté JVS telle que présentée ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à ouvrir les crédits budgétaires nécessaires à cette opération.

2017.120 – Indemnité de conseil pour le Trésorier Municipal de SAINT-MALO

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, indique qu'en application de l'article 97 de la loi 82-213 du 2 mars 1982, l'arrêté du 16 décembre 1983 autorise les comptables publics locaux, outre les prestations de caractère obligatoire qui résultent de leur fonction de comptable principal des collectivités locales, à fournir aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics locaux des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable en contrepartie d'une indemnité.

Cette indemnité est acquise au comptable en fonction, pour toute la durée du mandat de l'assemblée délibérante. Cependant, elle peut être modifiée ou supprimée pendant cette période par délibération dûment motivée. D'autre part, une nouvelle délibération doit être prise lors de tout changement de comptable.

Considérant que Monsieur Jean-François LAISNEY, comptable public de la Trésorerie de Saint-Malo municipale depuis le 1^{er} septembre 2016, a donné son accord pour fournir les prestations demandées,

Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DECIDE d'attribuer à M. Jean-François LAISNEY, Receveur Municipal à la Trésorerie de SAINT-MALO Municipale, une indemnité de conseil au taux de 100 % conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel susvisé, pour la période ayant commencé le 1^{er} janvier 2017.

2017.121 – Fourrière Groupe SACPA - Chenil Service / Renouvellement du contrat de prestation

Monsieur Yves Bouleuc, adjoint, signale que le contrat de capture des animaux errants (*chiens, chats, etc..*) et l'enlèvement des animaux morts (*jusqu'à 40 kg*) avec la Sté SACPA – Chenil Services (*sise à Betton*) arrive à échéance le 31 décembre 2017.

Il présente la nouvelle proposition de contrat émanant de cette société valable une durée de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2018, et renouvelable par tacite reconduction 3 fois (*préavis de 6 mois*).

Le coût forfaitaire annuel s'élève à 3 184.89 € HT (soit 0.793 euros x 4016 hab.).

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** la proposition émanant de la Sté SACPA – Chenil Service (*sise à Betton*), avec effet au 1^{er} janvier 2018, pour un montant forfaitaire annuel de 3 184.89 € HT.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit contrat.

Observation : L'assemblée demande qu'une solution de fourrière, géographiquement moins éloignée, soit recherchée pour de prochains exercices budgétaires.

AFFAIRES GENERALES

2017.122 – SAGE des Bassins Côtiers de la région de Dol-de-Bretagne – Approbation des nouveaux statuts

Monsieur René Labbé, adjoint, expose le projet de transformation du Syndicat des Bassins Côtiers de dol (SBCDol) et Syndicat Mixte :

1 – Le syndicat intercommunal des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne (SBCDol), auquel la commune de Saint-Méloir des Ondes adhère, a été créé au 1^{er} janvier 2011 par arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2010.

Aux termes de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2010, le SBC Dol exerce la compétence suivante « porter la commission locale de l'eau du SAGE des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne. Il n'a pas de compétence travaux ».

Précisément, le syndicat intercommunal est en charge d'assurer « (...) en lien permanent avec la CLE, dont il constitue l'exécutif :

. Les moyens d'animation de la CLE

. L'élaboration, le suivi, l'évaluation et les révisions du SAGE

. La mise en œuvre du SAGE pour atteindre ses objectifs (animation collective de la démarche, conduite des études, coordination et suivi des préconisations du SAGE pour atteindre ses objectifs (conseil et assistance à maîtrise d'ouvrage, instruction des avis demandés à la CLE, tableaux de bord, indicateurs), modifications du SAGE.

. Les actions de communication, de sensibilisation et d'information sur les enjeux et les actions du SAGE. »

2 – Les récentes évolutions législatives (attribution de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations au bloc intercommunal par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM modifiée par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe) rendent nécessaires la modification de la nature juridique du syndicat.

Une évolution en deux étapes du SBCDol est envisagée :

- **1ère étape** : Evolution en syndicat mixte fermé avec le principe de représentation-substitution des EPCI à leurs communes pour l'exercice de l'item 12° de l'article L.211-7 I du Code de l'Environnement ; Cette première étape permet d'entériner, outre le nouveau siège social du syndicat, le passage du SBCDol de syndicat intercommunal à syndicat mixte par application du mécanisme de représentation-substitution. Ni le nombre de délégués, ni les clés de répartition, ni les compétences ne changent dans ce 1^{er} cycle d'évolution statutaire du SBCDol.
- **2^{ème} étape** : Exercice de la compétence opérationnelle liée à la GEMAPI (sur tout ou partie du territoire), ce qui se matérialisera notamment par une extension des compétences du SBCDol.

3 – La présente modification statutaire s'inscrit dans le cadre du premier cycle d'évolution du SBCDol.

4 – Il est par conséquent proposé au Conseil Municipal de la Commune de Saint-Méloir des Ondes, d'approuver

- Le nouveau projet des statuts du SBCDol joint en annexe de la présente délibération.
- La substitution initialement membres du SBCDol par leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de rattachement pour l'exercice des compétences du SBCDol (article L.211-7 I 12° du Code de l'Environnement)

Par application du mécanisme de représentation-substitution, le SBCDol devient mixte fermé au sens de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

VU la Directive 2000/60/CE du parlement Européen et du Conseil du 23 Octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 dite Loi NOTRe ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-17 à 5211-20, L. 5211-61, L.5214-21 applicable aux communautés de communes, L. 5216-7 applicable aux communautés d'agglomération ;

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.211-7 et R.212-33 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2010 relatif à la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique dénommé « Syndicat Intercommunal des Bassins Côtiers de la région de Dol-de-Bretagne », à compter du 1^{er} janvier 2011 et son arrêté modificatif ultérieur ;

VU l'article 2 des statuts du Syndicat Intercommunal des Bassins Côtiers de la région de Dol-de-Bretagne stipulant que le SBCDol a pour objet de porter la Commission Locale de l'Eau pour l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre du SAGE ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des Bassins Côtiers de la région de Dol-de-Bretagne approuvé par Arrêté Préfectoral du 6 octobre 2015, inscrivant notamment dans la disposition n° 1 la nécessité de faire évoluer les statuts du SBCDol afin de lui permettre d'assurer un rôle de coordinateur sur le territoire hydrographique, de porter des actions opérationnelles et de mettre en place un Contrat Territorial ;

VU les statuts du SBCDol,

VU les délibérations prises par les 3 EPCI pour une prise de compétence facultative « grand-cycle de l'eau hors GEMAPI » - (item 12° de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement) ;

- Communauté de Communes de la Bretagne Romantique : délibération du 6 juillet 2017 rendue exécutoire le 18 juillet 2017,
- Communauté de Communes du Pays de Dol et de la Baie du Mont Saint-Michel : délibération du 21 septembre 2017 rendue exécutoire le 29 septembre 2017,
- Saint-Malo Agglomération : délibération du 28 septembre 2017 rendue exécutoire le 29 septembre 2017.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

- **APPROUVE** le nouveau projet de statuts du SBCDol joint en annexe de la présente délibération,
- **APPROUVE** la substitution des communes initialement membres du SBCDol par leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de rattachement pour l'exercice des compétences du SBCDol (article L.211-7 | 12° du Code de l'Environnement).

Par application du mécanisme de représentation-substitution, le SBCDol devient un syndicat mixte fermé au sens de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2017.123 – Projet d'aménagement d'un carrefour giratoire (RD 76/ RD 6) au Vaupinel - Déclassement des R.D.

Préambule : Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les étapes de la réflexion menée sur le projet d'aménagement d'un carrefour giratoire au lieu-dit Le Vaupinel (RD 76 / RD 6).

Ce projet est le résultat du travail de la cellule mixte qui rassemble le Maire, les élus municipaux, les conseillers départementaux du secteur, les représentants de la gendarmerie, des services de l'Etat (DDTM SeTcAM), le Département d'Ille et Vilaine et aussi l'Automobile Club de l'Ouest.

Au terme des études techniques de faisabilité, il est aujourd'hui proposé de valider un projet d'aménagement qui comprend la réalisation d'un carrefour giratoire et d'une bretelle d'accès au supermarché, via la RD 76.

Monsieur le Maire présente les conclusions de la réunion du 15 novembre 2017 :

- **Un giratoire comme porte d'entrée de l'agglomération de SAINT-MELOIR des ONDES**
 - réalisation d'aménagements paysagers aux abords du *giratoire (voir types de plantations de haies arbustives de charmille,...)*
 - Faire des propositions d'aménagements paysagers début 2018
 - Prévoir une convention pour l'entretien ultérieur des aménagements
- **Financement du projet**
 - Le projet sera inscrit dans le programme des opérations de sécurité du Département avec une participation pour moitié du Département et de la Commune
 - la commune est prête à participer avec un seuil maximal de 200 000 € (*montant maximal de participation*)
 - La réalisation des travaux de bretelle sera à la charge du supermarché (*montant estimé à environ 20 000 €*)
- **Calendrier des opérations**
 - février à mai 2018 : rue de la Gare (RD376) en travaux pendant 3 mois
 - déplacement des réseaux : 1^{er} semestre 2018
 - DCE pour mai 2018
 - Début des travaux : pas avant le 15 septembre 2018, avec création d'un accès provisoire pendant les travaux pour le supermarché via la RD 76
- **Déclassement des Routes Départementales**
 - Les élus sont favorables à la proposition du Département de procéder au déclassement des RD 3006, RD 3002 et RD 376
 - Le Département s'engage
 - ___ Soit à remettre en état les RD, travaux réalisés e cohérence avec ceux qui auraient été programmés dans le cadre du programme d'entretien courant.
 - ___ Soit à verser une indemnité à hauteur du montant des travaux qui auraient été réalisés

Une nouvelle réunion devra se tenir en mairie début 2018 en présence des représentants du supermarché afin de :

- Présenter le projet d'aménagement
- Présenter les besoins en acquisition foncière (environ 500 m² sur le parking du supermarché)
- et d'envisager la répartition financière pour la réalisation des travaux.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents,

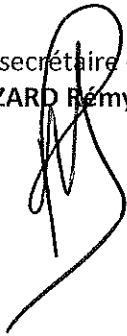
- **SE DÉCLARE FAVORABLE** au projet d'aménagement qui comprend la réalisation d'un carrefour giratoire RD76/ RD6 et d'une bretelle d'accès au supermarché, via la RD 76,
- **DIT** que la commune apportera une participation financière à hauteur de 50% de l'opération, avec un seuil maximal de participation de 200 000 euros,

- **APPROUVE** le calendrier prévisionnel des travaux tel que présenté,
 - **SE DECLARE** favorable à la proposition de déclassement des RD 3006, RD 3002 et RD 376 présentée par le Département, à la condition que le Département remette en état lesdites chaussées au moyen d'un revêtement identique à ceux déjà mis en oeuvre par la commune dans le centre bourg.
-

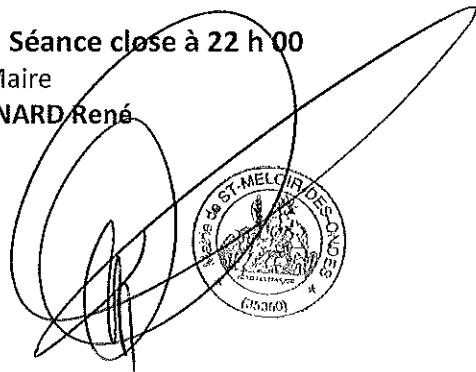
INFORMATIONS

Madame Odile Casu, adjointe aux affaires sociales, expose à l'assemblée les actions que souhaite mettre en oeuvre un père de famille mélorien au bénéfice des enfants autistes. L'intéressé, membre d'une association dinardaise, est très impliqué dans les animations auprès des victimes de troubles autistiques et cherche à développer localement ses actions. Elle engage les membres du conseil municipal à relayer cette information et invite toutes les personnes concernées à se faire connaître auprès d'elle.

Le secrétaire de séance
GIZARD Rémy



Séance close à 22 h 00
Le Maire
BERNARD René



Official stamp of the Commune de St-Meloir-des-Ouëzes, featuring a coat of arms and the text "COMMUNE DE ST-MELOIR-DES-OUËZES" and "53360".